

## **Sommet des Africités 2018 : MEDEF International (TFVD) mobilise les entreprises françaises de la filière ville durable au plus proche des territoires africains**

Le Sommet des AFRICITÉS, événement triennal organisé par CGLU Afrique, s'est tenu à Marrakech du 21 au 24 novembre 2018. L'accent de cette huitième édition, qui a compté 7000 participants, a été mis sur « **le rôle des collectivités locales et régionales d'Afrique** » dans « **la transition des villes et des territoires durables** ». C'est la raison pour laquelle M. Elong-Mbassi, Secrétaire Général emblématique de CGLU Afrique, a souhaité recevoir pour la première fois sur le Sommet une délégation d'entreprises françaises, menée sous l'égide de MEDEF international et sa Task Force Ville Durable (TFVD). Plusieurs séquences communes entre la délégation – présidée par M. Gérard Wolf – et M. Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, ont également eu lieu.

Cette mission s'inscrit dans la continuité des actions conjointes de la Task Force Ville Durable (forte de ses 600 entreprises) et du Comité Afrique de MEDEF International autour de l'enjeu crucial de la Ville africaine. Elle fait notamment suite à la **conférence « La ville en Afrique »** organisée le 10 septembre 2018 au MEDEF.

### **Africités : Lieu d'expression des besoins territoriaux pour mieux comprendre les réalités urbaines africaines et nouer des partenariats de long terme**

L'urgence est là. Dans les 30 ans à venir, la population urbaine en Afrique va croître de 7% en moyenne par an pour ainsi tripler (de 550 millions à 1,4 milliards d'habitants) : un défi jusqu'alors jamais relevé dans l'Histoire. Conscient de cette gageure sans précédent, MEDEF international a souhaité répondre à l'appel lancé le 10 septembre au siège du MEDEF par M. Elong-Mbassi qui avait insisté sur le fait que les entreprises doivent aller à la rencontre des responsables de collectivités territoriales et locales pour créer des cadres de dialogues institutionnels.

Les participants de la mission d'entreprises – seule délégation d'entreprises étrangères sur le Sommet – ont pu multiplier les contacts avec des maires ou responsables désignés de Villes africaines dans leurs diversités : M. Sangaré (Maire de Bamako, Mali), M. Béouindé (Maire de Ouagadougou, Burkina-Faso), Mme El Ouafi (Secrétaire d'Etat du Maroc au Développement Durable), délégation d'élus mauritaniens (Rosso, Zouerate, Atar, DGCL), M. Tamba (Maire de Yaoundé, Cameroun), etc.

***« Porteuses de solutions innovantes et adaptées, les entreprises françaises sont des partenaires incontournables des gouvernements locaux pour la réussite de la transition urbaine africaine. La signature d'un accord cadre de partenariat entre CGLU Afrique et MEDEF International est un message fort à l'égard des territoires africains. »***

***Jean-Pierre Elong-Mbassi, Secrétaire Général de CGLU Afrique***

Un partenariat entre MEDEF International et CGLU Afrique a également été signé. Véritable acte fondateur de la nécessaire relation entre les collectivités locales africaines et le monde de l'entreprise, cet accord entend poser les bases d'un rapprochement indispensable pour résoudre les problèmes urbains urgents du continent. Nos entreprises y sont déjà très actives, et pas seulement dans les grandes villes (citons ici l'exemple de la société Ragni qui disposait d'un stand sur le salon et qui est très présente sur l'ensemble de l'Afrique).



*Signature d'un protocole d'accord entre M. Elong-Mbassi (CGLU Afrique) et M. Gérard Wolf (Task Force Ville Durable de MEDEF international), en présence de M. Mezouar, Président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM)*

### **Imbriquer les solutions technologiques des entreprises françaises dans les réalités des gouvernances locales en y intégrant des solutions de financements innovantes**

Ce déplacement d'entreprises, renforcé par une présence ministérielle, a permis de porter au plus près des territoires les messages de l'offre française de la ville, ainsi que les solutions urbaines que la TFVD pousse en étroite collaboration avec les écosystèmes territoriaux africains :

**Inventer les solutions adaptées à l'existant et la donne locale.** C'est un enjeu fondamental sur lequel les entreprises françaises ont un avantage concurrentiel fort. La question de l'habitat informel est une réalité qui recouvre au moins 50% de la population urbaine en Afrique. L'offre française sait apporter des réponses directes et adaptées à ces sujets en n'hésitant pas à adapter leurs offres à l'habitat informel et/ou promouvoir des logiques économiques nouvelles (« affordable housing », économies circulaires – waste to energy –, technologies digitales) intégrant les tissus économiques africains.

**Intégrer pleinement les enjeux de formation.** L'enjeu démographique africain réside également dans la capacité à former les forces vives du continent. D'ici 2030, 200 millions de jeunes africains voudront accéder au marché du travail. L'offre française, à la différence d'autres offres étrangères, intègre pleinement cette dimension de formation de main d'œuvre locale. Au Maroc, par exemple, le Groupe Derichebourg emploie près de 5000 collaborateurs marocains pour 0 expatrié.

**Construire collectivement des offres financières innovantes et sensibiliser les acteurs africains à cet enjeu crucial.** Aujourd'hui, il est encore difficile de travailler directement avec une collectivité, les garanties recherchées par les financeurs étant souvent uniquement souveraines. Le dialogue passe encore par les gouvernements centraux, restreignant ainsi la capacité d'action de l'offre financière et *in fine* de l'offre des entreprises.

Les nouvelles opportunités de financements offertes par les mécanismes de finances vertes méritent également l'attention. De même, certaines initiatives de financements à destination de la formation des cadres du secteur public en Afrique existent. On citera notamment [l'« Africa Infrastructure Fellowship Programme » \(AIFP\)](#) de Meridiam.

**Pousser pour des offres « mieux-disantes », notamment conformes aux normes RSE et aux critères des ODD**

Face à la concurrence, l'offre française s'astreint aux règles de *compliance* des marchés publics. Au-delà d'une approche purement infrastructure, investir dans l'offre française, c'est également investir dans la formation locale, ainsi que le renforcement de capacité des gouvernances.

Par ailleurs, lorsque les appels d'offre intègrent des clauses minimales de RSE et de durabilité des infrastructures (formation, clauses environnementales), l'offre française est une des plus compétitives. A noter, que de plus en plus de « fonds verts » financent des projets compatibles avec les critères ODD fixés par les Nations Unies, à l'instar du R20 et de son fonds dédié aux infrastructures durables en Afrique : le [« Sub National Climate Fund for Africa \(SCNF\) »](#).



*La délégation des entreprises françaises de la TFVD de MEDEF International, en présence de M. Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires Etrangères)*

**« Il faut passer ensemble à des travaux opérationnels pour le Sommet 2020 en respectant les écosystèmes locaux africains et en travaillant sur l'amont : formation des opérateurs locaux privés, renforcement et accompagnement des gouvernances territoriales, clarification du cadre juridique. »**

**Gérard Wolf, Président de la Task Force Ville Durable de MEDEF international**

## Participer à la construction d'une équipe de France des solutions avec pour ligne de mire le Sommet Afrique-France 2020 sur la ville durable

**« Si la ville africaine n'est pas durable, elle ne sera pas. [...] Le sommet de 2020 sera coconstruit avec les territoires africains. »**

**Jean-Baptiste Lemoine, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères**

Le futur Sommet Afrique France 2020 entend apporter des réponses aux enjeux de ville durable sur le continent. L'étape structurante qu'incarne l'édition 2018 d'Africités doit constituer l'élément supplémentaire vers un agenda des solutions à un horizon 2030, intégrant l'ensemble des opérateurs publics et privés (les gouvernements locaux et nationaux, les associations et ONG, les entreprises privés), ainsi que les outils d'action disponibles (chancelleries, coopérations décentralisées, fonds multilatéraux et bilatéraux, fonds privés).

Afin de coconstruire ce sommet avec nos partenaires africains, MEDEF International rythmera un calendrier au travers de nombreuses **actions dédiées** (délégations, rencontres avec des maires africains, conférences) pour promouvoir la filière française et alimenter les réflexions du secteur privé sur ce thème jusqu'au **Sommet 2020**. Car, pour reprendre les mots du Secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoine lors de son allocution à l'ouverture de la journée climat d'Africités, « si la ville africaine n'est pas durable, elle ne sera pas ».



*De gauche à droite : Mme El Ouafi (Secrétaire d'Etat du Maroc au Développement Durable), M. Jean-Baptiste Lemoine (Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires Etrangères), M. Gérard Wolf (Président de la Task Force Ville Durable de MEDEF International)*